

# LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :  
Pass. de l'Entrepôt-du-Maraîs, 4.

Paris. . . . . 24 12 7  
Départements. 36 18 40  
Étrangers. . . 48 24 43

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 16  
de chaque mois.

JOURNAL DU CITOYEN SOBRIER

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.  
Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.  
Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adres-  
ser au siège de l'administration,  
passage de l'Entrepôt-du-Ma-  
raîs, 4.

Comité de rédaction pris parmi  
les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : A. DECOU.

MAINTIEN DE LA FAMILLE ET  
DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant !

DROIT AU BIEN-ÊTRE.  
DROIT AU TRAVAIL.

## AVIS.

Tout ce qui ne sera pas affranchi  
sera refusé.

Toute demande d'abonnement, pour  
la province, qui ne sera pas accompa-  
gnée d'un mandat sur la poste, sera  
considérée comme nulle.

Les personnes qui, jusqu'à ce jour,  
ont reçu notre Journal, et qui n'ont  
pas encore acquitté leur abonnement,  
sont priées de vouloir bien nous en  
faire parvenir le montant avant le 5  
juin prochain, si elles ne veulent éprou-  
ver du retard dans l'envoi du Journal.

## SOMMAIRE.

Appel aux républicains démocrates. — La République et les  
républicains. — L'égoïsme nous perdra. — Souscription en  
faveur de la Commune de Paris. — Comptoir national  
d'escompte. — Constitution de la République de 1848. —  
Les éternels. — La Commune du citoyen Calhaïne et la  
Commune du citoyen Sobrier. — Plus de livrées. — Les ré-  
volutions à l'ordre du jour. — L'Ami du Peuple et M. Mar-  
rast. — Correspondance. — Clubs de Paris. — Revue des  
journaux. — Nouvelles. — Faits divers.

## APPEL AUX ÉPUBLIKAÏNS DÉMOCRATES.

La Commune de Paris est momentanément rui-  
née.

On garde ce qui peut avoir échappé au ravage  
de nos bureaux.

Notre imprimeur ordinaire nous a refusé ses  
presses.

On nous dispute notre titre.

Mille menaces nous poursuivent.

Au milieu de tant de difficultés, de soins, d'en-  
nuis, la Commune de Paris continue sa mission ;  
elle ne périra pas !

Au nom des principes que nous soutenons, et  
que chacun connaît, au nom de la démocratie pure  
dont Sobrier est le véritable représentant, au nom  
de la République en péril, nous conjurons nos  
amis connus et inconnus de venir à notre aide en  
ce moment suprême.

Des listes d'abonnement sont préparées dans les  
bureaux de la Commune, et nous faisons appel à  
toutes les sympathies démocratiques.

La Commune de Paris accueillera tous les ren-  
seignements précis et signés qui lui seront commu-  
niqués dans le but d'aider à la publication de la  
BIOGRAPHIE des représentants à l'Assemblée natio-  
nale.

Les notes que nous avons recueillies ayant été  
brûlées ou dispersées dans le pillage qui a eu lieu  
le 15 mai dans les bureaux du journal. — Nous  
faisons appel au patriotisme des bons citoyens pour  
nous aider à commencer prochainement cette pu-  
blication.

## La République et les Républicains.

Jamais les républicains n'ont été aussi malheu-  
reux, aussi traqués, aussi menacés par l'arbitraire  
de la justice que depuis le temps où nous jouis-  
sons de la République. Sous le dernier règne, les  
haines de la bourgeoisie contre les démocrates  
avaient fini par s'assoupir ; les prisons elles-mêmes  
commençaient à se vider. Les anciens chefs de

l'insurrection permanente, les amis du peuple,  
vivaient tranquilles, sous la surveillance plus ou  
moins étroite des autorités désarmées. Il a fallu  
la Révolution de février pour les replonger dans  
les cachots, il a fallu la victoire du peuple pour  
faire retomber sur la tête des démocrates toutes  
les rigueurs d'une colère qu'on croyait épuisée.  
Les citoyens, détenus en ce moment dans les an-  
ciennes prisons de l'État, avaient tous préparé par  
leur sang, par leurs veilles ou par la perte de leur  
liberté, l'avènement de la République ; ils récoi-  
vent maintenant leur récompense.

D'où vient ce renversement de tout ordre et de  
toute justice ?

Le gouvernement éprouve à cette heure le plus  
terrible des embarras, celui d'avoir fait appel à  
une force que l'on ne peut plus ensuite diriger. Au  
lieu de renverser l'ancienne machine judiciaire,  
nos hommes d'État ont commis la faute incalcu-  
lable de s'appuyer sur elle. La vieille magistra-  
ture de Louis-Philippe domine l'action de tous les  
autres pouvoirs. Nous sommes retombés sous ces  
mêmes hommes qui ont consterné la démocratie  
et la République pendant dix-huit années, sous  
ces mêmes instruments de la royauté, qui tenaient,  
pour ainsi dire, la liberté serrée à la gorge.

La magistrature s'est déclarée, sous le dernier  
règne, l'ennemie la plus acharnée des républi-  
cains ; c'est la magistrature qui poursuivait, qui  
jugait et qui condamnait le National ; c'est la  
magistrature qui étouffait dans les complots le  
germe d'une insurrection contre la monarchie ;  
c'est la magistrature qui se vantait, avec orgueil,  
dans les présentations officielles d'être la forteresse  
avancée du trône ; comment se fait-il donc que le  
pouvoir émané de la Révolution ait été assez fai-  
ble ou assez inepte pour laisser retomber toute la  
force exécutive dans les mains de cette même ma-  
gistrature hostile et implacable ?

C'est la magistrature qui gouverne : dans l'état  
de confusion et d'anarchie où sont tous les ressorts  
du gouvernement, elle seule tient en main le vé-  
ritable instrument de la puissance. Le mandat  
d'amener est en effet l'*instrumentum regni* de  
notre époque. Avec cela on intimide, on surveille,  
on anéantit promptement toute liberté.

A quoi se réduisent toutes les franchises qu'on  
dit être sorties de la Révolution de février ? —  
Tous les citoyens sont libres de se réunir ; mais,  
si l'un d'eux, dans une société populaire, un  
club ou un endroit public, avance des vérités  
qui déplaisent à la magistrature, le juge d'in-  
struction est libre de le faire arrêter sous prétexte  
d'un complot imaginaire contre la sûreté de  
l'État.

Tous les citoyens sont libres de publier leurs  
opinions ; mais, si l'un des écrivains qui militent  
dans la presse quotidienne est mal vu de messieurs  
du parquet ; si son âpre franchise contrarie les  
desseins de la réaction en robe noire, le juge  
d'instruction est libre de le rattacher par voie de  
tendance à un attentat quelconque, et de le jeter  
au donjon de Vincennes dans un cul de basse-  
fosse.

Voilà l'indépendance que nous avons recon-

quise ! Proclamons-le hautement : tant que l'ar-  
restation préventive ne sera point abolie, la li-  
berté civile ne sera qu'une dérision et un men-  
songe. Vous pourrez écrire ce mot d'un autre  
temps sur les édifices publics ; mais ce mot fera  
rire. Pour compléter l'imposture, je vous engage  
à l'écrire sur le fronton du Palais-de-Justice et sur  
la porte basse de la Conciergerie.

## L'égoïsme nous perdra.

L'égoïsme a perdu la République de nos pères ;  
l'égoïsme perdra la nôtre.

L'égoïsme engendre les divisions ; les divisions  
tuent. Elles nous livrent impuissants et désarmés  
aux coups d'ennemis moins forts peut-être, mais  
mieux disciplinés.

Ce mot de fraternité, inscrit au front de cha-  
cun de nos monuments publics, n'est pas seule-  
ment un mot vide de sens, c'est un insolent men-  
songe.

Singulière fraternité, qui marche la haine au  
cœur, la menace à la bouche, le fusil au poing.  
Et quels sont ces frères que des forcenés qui se  
ruent, ivres d'eau-de-vie, par les carrefours, vio-  
lant, saccageant la demeure de citoyens inoffen-  
sifs, et traduisant leurs belles théories d'ordre pu-  
blic par le pillage et la dévastation.

Ceux-là, du moins, on les comprend : ils ont  
en horreur la Révolution ; ils en nient les principes  
et les conséquences ; ils la veulent perdre avec les  
révolutionnaires.

Mais les républicains mettent-ils mieux en  
pratique la devise qu'ils étalent avec tant d'affec-  
tation sur leur drapeau ?

La fraternité implique le dévouement, l'abné-  
gation de soi-même.

Chacun a sa coterie, chacun ne voit que soi et  
les siens dans la République ; on traite la Répu-  
blique comme une maîtresse dont on veut jouir à  
l'exclusion de tous.

Tout ce qui est républicain, de vieille date sur-  
tout, porte ombrage aux dépositaires du pouvoir.  
Et comme, malgré toute leur bonne volonté, ils ne  
peuvent soutenir à eux seuls le fardeau des affaires,  
ils préfèrent le partager avec des indifférents, des  
intrigants, des ennemis même. Ils s'étudient à les  
écarter, à les enfoncer ; ils s'obstinent à se regarder  
comme seuls capables de diriger le char de la Révo-  
lution. Eunuques présomptueux, ils ne font rien et  
nuisent à qui veut faire. C'est peu d'empêcher le  
mérite inconnu de se mettre en relief ; de se pro-  
duire ; leur basse jalousie les fait descendre à la  
plus noire ingratitude. Grassement repus et logés  
dans des palais, ils laissent sans pitié les martyrs  
de nos luttes politiques languir en proie à la faim,  
à la misère.

Plus d'un infortuné en est réduit à regretter le  
pain amer des cabanons de Doullens et de Saint-  
Michel.

En de pareilles mains, est-il si malaisé de pré-  
voir ce que deviendra la République ? Déjà ses  
plus ardents, ses plus purs défenseurs, entassés  
dans les cachots par les magistrats de Louis-Phi-  
lippe, expient leur triomphe éphémère, ce qu'on



appellera bientôt leur révolte du 24 Février.

Oh ! que le cœur de l'ancien complice de Dumas a dû bondir de joie au fond de son exil ! le faisceau républicain est rompu ; les victimaires en toge ont ressaisi leur proie un instant échappée : ils ont soif de venger et la ruine de leur maître, et leurs propres frayeurs. Allons, misérables, rendez un dernier arrêt, rendez un dernier service à la royauté déchuë ! Monsieur Marrast et monsieur Pagnerre applaudiront ; ces rogues parvenus qui se croient les parangons du républicanisme.

Aux bêtes ! livrez aux bêtes les généreux pros- crits, les imprudents qui ont espéré un instant briser leur omnipotence. Renvoyer monsieur Pagnerre dans sa boutique, ô crime ! Monsieur Pagnerre qui, le matin du 24 Février, avait héroïquement endossé l'uniforme de garde national, qui, juché sur le siège du cocher, et criant à tue-tête : vive la régence ! guidait complaisamment la voiture pleine de M. Odilon-Barrot, ministre de l'intérieur, pleine de MM. Garnier-Pagès et De- gouve-Denuncques, menins officieux de Monseigneur le comte de Paris ! Et qu'importe à mon- sieur Pagnerre qu'on brise telle ou telle colonne de la République ? — Mais quand Barbès et ses amis auront été sacrifiés, ne s'attaquera-t-on pas aux hommes de la Réforme ? — Qu'importe ? ce sera une incommode concurrence de moins. — Mais la Réforme tombée, les réacteurs s'arrête- ront-ils en si beau chemin ? épargneront-ils la Sainte-Chapelle du National ? — Et qu'importe encore ? que monsieur Pagnerre reste debout, c'est assez.

Pour nous, qui ne sommes d'aucune faction, qui vivons étrangers à ces ambitions, à ces riva- lités mesquines, nous qui aimons la République pour elle-même, qui l'avons saluée comme une ère nouvelle d'affranchissement, comme l'avène- ment au banquet social des races pauvres et des- héritées, le désespoir nous prend à la voir ainsi déchirée par les égoïstes, par les Judas qui la tra- hissent en l'embrassant, par les hommes de proie qui se disputent ses lambeaux. Nous faire illusion plus longtemps serait folie.

#### Souscription en faveur de la Commune de Paris.

Nous recevons les deux lettres suivantes :

Citoyens rédacteurs,

Les modérés, les amis de l'ordre, ayant voulu anéantir la Commune de Paris par le pillage, l'incendie et le vol, je viens avec mes amis, tous républicains rouges, comme moi, ouvrir dans vos bureaux une souscription patriotique des- tinée à soutenir un journal du peuple qui, — comme vous l'avez dit, — « ne périra pas ! »

Il n'y a pas de doute que chacun apportera comme nous son obole : ce sera protester contre les violations faites en vous aux libertés de la presse, du domicile, du droit de propriété et de la liberté individuelle ; ce sera protester contre la marche réactionnaire du gouverne- ment. Tous les amis de l'ordre et du progrès viendront se joindre à nous ; tous les ouvriers surtout voudront soutenir un journal unique- ment fondé pour eux.

ALFRED MÉRISSE, ouvrier.

Frères,

Je crois plus nécessaire aujourd'hui de vous aider que de vous adresser des condoléances. Je vous prie d'ouvrir, en faveur de la Commune de Paris une souscription démocratique, et d'accepter d'abord mon modeste tribut.

Je vous serais bien obligé aussi de faire pas- ser, dans votre plus prochain numéro, les quel- ques mots suivants adressés à tous nos frères.

Frères, démocrates, ouvriers,

Vous tous qui avez le cœur généreux, soute- nez la Commune de Paris, parce que c'est le journal essentiellement démocratique, le journal des barricades, le journal des ouvriers, parce que les réactionnaires veulent l'anéantir.

Salut et fraternité, citoyens,

L. SPÉNEUX,

Membre de la famille du citoyen Robes- pierre, ouvrier à Montmartre.

Nous acceptons cet hommage spontané des

ouvriers nos frères. Ce sera pour notre cher Sobrier une éternelle gloire que d'avoir su rallier de telles sympathies, une grande consola- tion dans les ennuis du cachot et de la solitude, si ses geôliers laissent arriver son journal jus- qu'à lui, que de savoir que la démocratie tout entière veille sur lui !

Une souscription en faveur des principes que nous représentons est donc ouverte dans nos bureaux. Nous publierons prochainement les listes des souscripteurs.

#### Comptoir national d'escompte.

En fondant le Comptoir national d'escompte pour venir en aide au commerce et à l'indus- trie, tout le monde a cru, comme moi, que sa formation était faite au point de vue d'intérêt général ; comme moi tout le monde s'est trompé, car il n'est venu en aide qu'aux gros finan- ciers, à la camaraderie, et il a oublié le petit commerce et l'ouvrier.

Délégué par plus de vingt-cinq ouvriers créan- ciers, j'ai présenté pour 3,973 francs de billets de commerce à une échéance très rapprochée ; trois fois on a refusé mon bordereau sans rien motiver. L'endosseur, croyant que ce refus pro- venait de la non-solvabilité des tireurs, offrit pour sûreté des effets une hypothèque immobi- lière de 12,000 francs qui fut encore rejetée en disant cette fois qu'une garantie de ce genre était repoussée par les statuts de la société. J'ai lu plusieurs fois ces statuts et n'y ai rien vu à cet égard.

Un démocrate bien connu dit à ce sujet : *Qu'il fallait ici venir en aide à des ouvriers malheureux....*

Ces paroles et bien d'autres que je passe sous silence n'ont pu trouver écho dans le sein de cette compagnie soi-disant démocratique.

Aurait-on déjà oublié les enfants des barri- cades ? ne sait-on pas qu'ils sont toujours là, veillant au salut de la République ? ou bien voudrait-on encore ramener l'aristocratie ?

Ainsi donc, messieurs les administrateurs du Comptoir national d'escompte, ajoutez quelques bons paragraphes à vos statuts, établissez-les sur des bases plus larges. Vous contenterez as- surément tout le monde.

Vive la République démocratique !

J. MOCHIN, ouvrier.

#### Constitution de la République de 1848.

Les Républicains peuvent dormir tranquilles et attendre avec confiance l'enfantement de cette fameuse Constitution, puisqu'elle est re- mise aux soins du sieur Dupin et autres répu- blicains *ejusdem farinae*. Que ne doit-on pas espérer de ce célèbre Dupin, de cet homme qui en juillet 1830 fut chercher un roi dans la laiterie de Neuilly ? De cet homme qui fut l'ami constant et le fidèle conseil de son souverain et maître Louis-Philippe ? Ce digne républicain d'aujourd'hui est bien le même qui tenait à Montrouge les cordons du dais à la fameuse pro- cession des jésuites ? Et c'est cet homme que l'Assemblée dite nationale choisit pour rédiger la Constitution de la République, lui, qui atta- ché au râtelier du budget avec une ration de plus de 60,000 fr., trouve que les ouvriers des ateliers nationaux gagnent trop de vingt sous par jour ?

#### Les énervés.

Désorganiser, démoraliser, voilà leur mot d'ordre.

Assemblée nationale et commission exécu- tive, ministres et commis du peuple, tout en- flés du titre de représentants, grands seigneurs de la République, dynasties nouvelles et innom- brables substituées à une seule, républicains parvenus, ils ne sentent pas la révolution qui creuse, creuse sous eux un sillon de feu, et sème la graine de l'épuration ; ils ne voient que le pouvoir, jouet d'enfant, dont ils usent en en- fants, qui va se briser sous leur main inhabile.

Ils visent à l'anarchie, en parlant d'ordre : l'anarchie est en eux, autour d'eux, nulle part ailleurs.

Ils n'ont qu'une pensée, qu'un but, comme Louis-Philippe, comme Guizot, comme tous les dynastiques du vieux système : CONSERVER !

La loi qui les domine est celle de leur inté- rêt personnel.

Pour se conserver, ils ramassent dans l'opi- nion tous les éléments de réforme qu'ils voient propres à leur rallier un plus grand nombre de

sympathies, et sans réfléchir, sans comprendre, ils forment un projet, ils décrètent au hasard.

Impuissance, impéritie ! Ces décrets, renou- velés des dernières soixante années, ne sont que du papier noir. La patrie regarde, hausse les épaules et ne s'émeut pas.

L'idée d'un ordre nouveau presse de toutes parts les intelligences. Les cerveaux sont en- flammés, chacun cherche. L'ouvrier étudie, in- terroge, le savant réfléchit, le penseur dispose, eux seuls sont endormis dans une béatitude de mort.

Les documents qui nous avaient été commu- niqués sur le citoyen Cournot ne concernent en rien le sous-commissaire de Lorient, que, d'après les nombreux témoignages de nos amis, nous considérons comme un bon patriote et un brave officier.

Nous donnons avis qu'un cercle politique et littéraire basé sur les principes démocratiques socialistes, est sur le point de se former. On s'inscrit chez la citoyenne Goldsmid, rue d'An- jou, au Marais, 4.

On nous rapporte que le citoyen Cahagne, ancien rédacteur de la Commune de Paris, se propose de faire une publication sous ce titre.

Les républicains démocrates se garderont bien de confondre cette feuille avec la véritable COMMUNE DE PARIS, JOURNAL du citoyen SOBRIER.

Le bruit court ce soir que le citoyen Louis Blanc a été arrêté.

On nous prie d'insérer la note suivante :

« Un décret du gouvernement provisoire de la République a aboli les titres de noblesse, c'est bien. Mais ce décret est incomplet. Il au- rait dû abolir en même temps la livrée des do- mestiques.

« Pour rendre les hommes meilleurs (ce à quoi doit surtout s'attacher un gouvernement démocratique), il faut les relever à leurs pro- pres yeux.

« Or, n'est-ce pas avilir un homme que la Révolution a fait citoyen, que de le laisser en- dosser un signe d'esclavage ; que de l'assimiler aux chevaux qu'il conduit, lesquels ont sur leurs harnais le chiffre de leur propriétaire ; aux chiens de celui-ci, qui portent à leurs col- liers ces mots : *J'appartiens à M. tel* ?

« Nous le répétons, la livrée dégrade l'hom- me qui en est revêtu, et cette dégradation n'est pas un des moindres obstacles à l'accroissement du nombre des vrais citoyens.

« Dans les élections, le domestique, portant la livrée de celui qu'il appelle encore son maître, se croit obligé de voter comme celui-ci le lui ordonne. Il en résulte que le but, celui de ren- dre à tous leurs droits d'hommes et de citoyens, est loin d'avoir été atteint.

« Nous demandons, en conséquence, que le gouvernement remplisse la lacune qui existe dans le décret en question. C'est un devoir pour lui, c'est de ramener les choses au principe d'égalité. »

— Nous ne pouvons nous dispenser de signa- ler un rapprochement dont le hasard sans doute est le seul auteur.

La Révolution est à l'ordre du jour ; elle est dans l'air ; le vent la souffle sur tous les pays et avec plus de force sur les capitales des em-pires.

Le 15 mai, un mouvement populaire s'opé- rait dans Paris ; on envahissait le palais légis- latif. — Le 15 mai, le peuple autrichien se ré- voltait à Vienne contre le despotisme de l'em- pereur, qui bientôt prit la fuite. — Le 15 mai, le roi de Naples se barricadait dans son palais, pendant que le peuple se barricadait dans la rue ; et la flotte française était à l'ancre sur la rade pendant que les sbires et les lazzaroni du monarque napolitain égorgaient dans les mai- sons les femmes, les enfants et les vieillards.

— Le bandit couronné qui règne à Naples a fait mitrailler pendant 12 heures les habitants de cette capitale. Quelle réflexion possible après ces atrocités ! Les rois, disait Grégoire, sont dans l'ordre moral ce que les monstres sont dans l'ordre physique.

Eh quoi ? contre ces infâmes cannibales toute



l'Italie ne s'est pas levée, tous les peuples ne se sont pas unis pour saper les trônes, ces échafaudages de crimes et de perversité, nos canons de la flotte ne sont pas partis d'eux-mêmes !

Il n'y a donc plus de cœur dans la poitrine des hommes !

L'on nous porte à l'instant une petite brochure que le citoyen Durand de Saint-Amand fait vendre au Palais-National. Le citoyen Durand (de Saint-Amand) est maire du 1<sup>er</sup> arrondissement, gouverneur des Tuileries, et, je crois, autre chose encore. — A tous ces titres qu'il tient de la République, plus que personne il devrait être véridique, la véracité étant la première qualité d'un républicain. — Sa brochure, dans ce qui nous concerne du moins, n'est qu'un tissu de mensonges. Pour le prouver, nous renvoyons nos lecteurs et les siens à notre récit du sac de la maison Sobrier, dans notre Numéro du 18 mai, à la lettre du citoyen Gar-niaux, publiée dans plusieurs journaux, et à toutes les autres lettres des différents gardes nationaux et honorables citoyens qui ont constaté la vérité de notre récit, ainsi qu'aux débats de l'Assemblée.

On nous annonce cependant que le citoyen Durand (de Saint-Amand) est nommé préfet du Nord. C'est sans doute pour être venu pendant deux mois caresser (cette expression est bien faible !) le directeur de la Commune de Paris, et avoir, au jour du malheur, renié son passé !

En ce cas nous ne félicitons pas les Flamands de leur premier préfet républicain.

L'Ami du Peuple avait demandé, il y a quelque temps, des explications au sieur Marrast, le nouveau maire du palais, au sujet d'une somme de cent mille francs que ce farouche républicain aurait reçue en son temps de Louis-Philippe, afin de soutenir dans son journal le National, les fortifications de Paris. A cette question, le sieur Marrast répondit qu'il repoussait cette insinuation de toute la force de sa vertu. Si notre mémoire n'est pas fautive, nous nous rappelons aussi que son ami Teste repoussait également de toute l'indignation de son âme d'avoir reçu 100,000 francs dans l'affaire de Gouhenaus ; mais cette belle indignation s'évapora en fumée devant ses quittances. Or, l'Ami du Peuple a prétendu que les 100,000 francs donnés par Louis-Philippe à Marrast se trouvaient inscrits sur le fameux Livre rouge. Pourquoi ne publie-t-on pas le Livre rouge, nous aurions le tarif de bien des consciences.

Tout le monde se demande avec une certaine anxiété ce que sont devenus nos cinq Brutus gouvernementaux ou exécutifs. Le peuple attend aux portes pour saluer enfin dans l'ivresse de sa joie ses grands ou petits maîtres, comme on voudra les appeler. Les journaux disent qu'ils font arranger et disposer leurs cuisines, les uns qu'ils se reposent, et de quoi, s'il vous plaît, messieurs les pentarques ? Les autres, mieux renseignés, disent qu'ils attendent en paix, comme dans la Henriade, que :

- « Le superbe d'Aumale, et Nemours, et Joinville,
- « D'un ignoble parti défenseurs intrépides,
- « Rejouissent Paris de leurs succès rapides ! »

Nous engageons les gardes nationaux qui sont partisans d'une monarchie ou d'une régence, à aller s'établir à Naples ; ils auront de la royauté à plein collier.

#### Correspondance.

A la Commune de Paris, journal du citoyen Sobrier.

Citoyens, Attaqués nominativement par le journal le Constitutionnel, dans son feuilleton du 26 mai ; mais ne voulant pas encore discuter le plus ou moins d'importance que nous devons apporter à l'esprit de l'article, nous avons cru devoir sommer le gérant de ce journal de nous faire connaître le nom de l'anonyme qui nous attaque.

Nous comptons trop sur votre impartialité pour ne pas être persuadé que vous voudrez bien accorder une petite place dans votre bon journal, pour l'insertion de la lettre que nous lui

adressons, dont copie est ci-jointe.

Salut et fraternité.

RIGAULT,  
Rue de l'École-Polytechnique.  
N. LUCAS,  
Président du club, rue Saint-Jean-  
de-Beauvais, et rue Copeau, n. 3.

Au citoyen gérant du Constitutionnel.

Dans votre feuilleton du 26 mai, Clubs et Chibistes, vous nous mettez en cause.

Nous avons le droit, — croyons-nous, — de rectifier telles ou telles interprétations données à nos paroles.

Auparavant, nous désirons connaître l'homme, le citoyen, l'individu ou le Monsieur qui se cache sous les initiales C. M. — Tout homme pour calomnier qui revêt le manteau de l'anonyme, est un lâche. Votre journal est trop répandu pour que nous ne regardions pas comme un devoir de répondre aux attaques blessantes qu'il dirige contre nous.

Nous ne le ferons néanmoins qu'alors que l'anonyme se sera fait connaître.

Nous vous prions, et au besoin nous vous requérons d'insérer notre lettre dans votre plus prochain numéro.

Salut et fraternité,

RIGAULT,  
Rue de l'École-Polytechnique.

N. LUCAS,  
Président du Club des Droits-de-  
l'Homme, rue Saint-Jean-de-  
Beauvais, et domicilié rue Co-  
peau, 3.

SAUVAGE,  
Homme en blouse et en cas-  
quette, rue Copeau, 11.

#### Clubs de Paris.

Le Club populaire de la Sorbonne a voté à l'unanimité la protestation suivante :

Attendu que dans la journée du 15 mai le commandant supérieur des gardes nationales de la Seine, le général de Courtais, a été traité d'une manière indigne ;

Que des officiers de la garde nationale ont osé porter la main sur lui, lui ont arraché ses épaulettes et brisé son épée ;

Attendu que rien dans la conduite du général Courtais ne justifiait ces actes odieux ;

Attendu, au contraire, que si le général Courtais a défendu à la garde nationale de se servir de ses armes contre une foule sans armes, il a rendu aux deux partis un immense service, d'un côté en sauvant le peuple d'un massacre horrible, de l'autre en épargnant à la garde nationale la honte de ces massacres ;

Attendu, enfin, que cette prétendue dégradation qu'on a fait subir au citoyen de Courtais est odieuse et brutale en fait, injuste et criminelle en droit ;

Le Club populaire de la Sorbonne, au nom des principes éternels de la justice méconnus et violés, proteste avec indignation contre l'outrage fait au général Courtais.

Pour le Club populaire de la Sorbonne,  
Le président LANIER.

#### Club démocratique Saint-Maur.

Dans sa séance du 25 mai, le Club démocratique Saint-Maur a décidé que les journaux démocrates seraient invités à s'entendre entre eux et avec les clubs pour former une liste unique des candidats démocrates que les vrais républicains veulent porter à l'Assemblée nationale.

Le secrétaire, HAIRD.

Hier, au club des Droits de l'homme et du citoyen, rue Albouy, n° 15, sur la proposition du citoyen Jaquetan, la Société a voté à l'unanimité qu'il serait fait une souscription pour venir au secours des patriotes arrêtés par suite de l'événement du 15 mai ; cette souscription a été ouverte instantanément, et a produit la somme de 15 francs qui ont été versés dans les bureaux de la Commune de Paris. Nous annoncerons dans un prochain numéro le jour où l'on commencera la répartition.

Nous engageons les sincères républicains à suivre cet exemple.

#### Revue des Journaux.

Chacun chez soi, chacun son droit, M. Dupin ne connaît que ça.

Dans une des dernières séances de l'Assemblée, il a dénoncé avec indignation les ateliers nationaux comme coûtant beaucoup à l'Etat sans lui rien rapporter.

Donner vingt-trois sous par jour à des hommes que la crise industrielle a jetés sur le pavé, quel gaspillage des deniers publics ! Nul ne doit rien recevoir de l'Etat s'il ne remplit une fonction utile à l'Etat !

M. Dupin a raison. Des ateliers nationaux ne sont qu'une institution d'urgence essentiellement transitoire. Lorsque la France ne produit pas le quart de ce qu'elle pourrait et devrait produire, nul en principe ne doit être payé s'il n'exécute pas un travail productif, à moins que, enfant, il ne le puisse pas encore ; que vieillard ou infirme, il ne le puisse plus. Mais, si l'Etat se voit obligé de payer des individus improductifs, à une époque où le travail manque aux besoins, c'est que le travail en général est mal organisé, c'est qu'il y a des branches où il ne l'est pas du tout, c'est qu'il y a des individus qui occupent des places qu'ils ne remplissent pas. M. Dupin en sait quelque chose.

M. Dupin est représentant du peuple et reçoit ses 25 fr. par jour. Ces fonctions, on ne peut pas lui reprocher de ne pas les remplir. Il compose avec ses voisins, MM. Duvergier de Hauranne, Léon de Malleville et Odillon-Barrot, le parti le plus expert, le plus actif de l'Assemblée nationale.

Mais il est en outre procureur-général à la Cour de cassation, et à ce titre, il reçoit 30,000 francs.

Ainsi les places manquent pour tous ceux qui ont besoin d'y trouver un moyen d'existence, un seul homme en garde deux pour lui, et deux des plus grassement payées, et il s'indigne que l'Etat jette une mesquine aumône déguisée à des hommes auxquels il ne peut trouver d'em-loi !

Eh ! monsieur Dupin, abandonnez une de vos places, dites à votre frère d'abandonner cinq ou six de celles dont il touche les traitements sans en faire les fonctions, et il restera moins de bras inoccupés, moins de citoyens à la charge inutile de l'Etat !

(l'Unité nationale.)

#### On lit dans la Réforme :

Nous avons fait connaître notre pensée sur l'affaire du 15 mai ; nous n'y reviendrons pas, et nous attendrons le résultat de l'enquête judiciaire ouverte sur les faits déplorables qui ont signalé cette journée. Mais les mandats d'amener décernés à cette occasion nous inspirent des réflexions que nous croyons devoir soumettre à qui de droit.

Personne n'a oublié les scandales révélés par les derniers procès du règne et les faits honteux de corruption qui furent signalés à la tribune de l'ancienne chambre. On sait aujourd'hui comment M. Guizot payait les services de sa majorité, et à quel usage était consacré le fruit des sueurs populaires. A cette époque, l'opinion publique s'éleva avec indignation contre les ignobles tripotages qui étaient en quelque sorte à l'ordre du jour dans le monde parlementaire, et contre les hommes qui employaient le vol, le pillage et la concussion pour se gorger d'or. La morale publique révoltée désigna hautement les coupables ; tout ce qu'il y avait d'honnête dans la presse, demanda à grands cris qu'on exerçât des poursuites contre les voleurs politiques qui encombraient les avenues du pouvoir. Mais le gouvernement qui ne vivait que de ces infamies fut sourd à la voix de tous, et l'on sait ce qui est résulté de cette résistance ; pour rappeler une parole éloquent : le système vicié jusqu'à la moelle est tombé sous la révolution du mépris.

Eh bien ! les hommes de M. Guizot sont au milieu de nous ; les pairs de France, les députés se trouvent encore dans nos rangs, levant insollement la tête et se disant républicains !

Est-ce qu'avant d'ouvrir le procès du 15 mai, il ne serait pas juste de faire une enquête sur les turpitudes des six derniers mois du règne constitutionnel, et de livrer à la justice du pays les pillards, les concussionnaires et tous les corrompus de Louis-Philippe ? Est-ce que la folie d'hier est plus grave que dix-sept ans de saturnales ?



Les journaux de Paris se sont pendant plusieurs jours nourris des calomnies les plus absurdes sur les événements du 15 mai. Maintenant ce sont les journaux des départements qui se sont jetés sur cette proie. Chaque jour ils nous arrivent avec quelque invention nouvelle. Entre tous se signale le *Mémorial bordelais*. Dans un insidieux *entre-filet* nous trouvons cette phrase :

Parmi les proclamations déjà toutes préparées et aisées chez Sobrier, on en remarque une où se lit cette phrase : « Du courage, braves patriotes ; deux heures de pillage vous dédommageront de vos fatigues. »

Nous serions curieux de voir l'autographe d'une pareille proclamation. Sans doute elle est sortie de l'officine du *Constitutionnel* et consorts ; et si le *Mémorial bordelais* prend les nouvelles de ces *messieurs* pour articles de foi, nous le plaignons.

Il nous semble cependant que la presse libre devrait conserver un peu plus de dignité et ne pas employer des moyens aussi infâmes pour servir une mauvaise cause et de mauvaises passions. — Le bon sens du peuple, d'ailleurs, a déjà fait justice de ces calomnies en tous ceux qui connaissent Sobrier et ses amis ; tous ceux qui nous lisent savent bien que le pillage et le vol ne sont pas dans nos principes, même comme dédommagement. Sobrier l'a prouvé aux barricades et après la victoire populaire. — Ceux qui le calomnient, au contraire, ont à reprocher à leurs partisans le sac de sa maison, le pillage et l'incendie de ses papiers, le vol de son argent, de ses bijoux, de ses habits, de son linge.

D'autres feuilles de province, toujours d'après les grands journaux jadis monarchiques, soutiennent que le président Buchez, en ordonnant de faire cesser le rappel, a écrit ses ordres sur de petits papiers, sans timbre, et sans date. — C'est une erreur, et le docteur Buchez aurait bien dû, dans son intérêt, la constater. Car plusieurs de ces ordres sont entre les mains de la justice. Ils sont inscrits sur de longs papiers, parfaitement signés, paraphés, timbrés et datés : rien ne marque en eux trace de violences. — On les reproduira en temps et lieu, et s'il est nécessaire, on en portera d'autres.

## Départements.

Quand, après la Révolution de février, les souteneurs du privilège commencèrent leurs manœuvres, le parti républicain les stygmatisa du nom de *réactionnaires*. Le nom était rigoureusement juste ; le peuple l'adopta et s'en servit avec une intelligence merveilleuse contre tous les ennemis de la République. La *réaction* n'avait, en effet, qu'un but, enrayer la cause révolutionnaire et retourner vers les institutions surannées du passé. Ceux-là furent donc en bloc enveloppés dans la même réprobation qui travaillèrent contre le règne du Peuple, quelles que fussent d'ailleurs les aspirations particulières et monarchiques de leurs cœurs.

Celui-là fut et est encore un *réactionnaire*, qui prépare par de ténébreuses intrigues le retour du comte de Chambord.

Celui-là fut et est encore un *réactionnaire*, qui sème sur son passage le nom de Joinville, de Nemours ou de tout autre, et cherche à fonder aux dépens du bonheur de la France une dynastie nouvelle et désormais impossible.

Celui-là fut et est encore un *réactionnaire*, qui calomnie cyniquement les plus généreux défenseurs du Peuple, qui attaque systématiquement et dénature le sens de toutes les mesures véritablement démocratiques, et qui prêche le maintien des abus du privilège et du monopole.

Le Peuple sait donc bien ce qu'il dit lorsqu'il crie : à bas la *réaction* ; ceux-là seuls sont des impudents qui feignent de ne pas comprendre, et demandent, avec un cynisme qui révolte, où sont les *réactionnaires*.

(Impartial du Nord.)

## Nouvelles étrangères.

NAPLES. — Les lettres arrivées dimanche soir, par le *Pélican*, qui a quitté Naples le 18, confirment les nouvelles que nous avons données hier.

» Les chambres sont dissoutes.

» La ville est en état de siège.

» La dévastation et le pillage ont été permis

aux troupes et aux lazzaroni ; on raconte des scènes d'horreur.

» La garde nationale s'est héroïquement montrée ; mais attaquée par quatre régiments avec de l'artillerie, elle a succombé plutôt qu'elle n'a cédé.

» On a affiché une proclamation du roi, dans laquelle il déplore les événements qui ont eu lieu, en les rejetant sur la garde nationale. Il promet de maintenir la constitution jurée, de former une nouvelle garde civique ; il annonce en même temps une nouvelle convocation des chambres.

» La ville est tranquille ; les troupes en sortent pour aller s'opposer aux Calabrais, qui sont, dit-on, en insurrection et se disposent à marcher sur la ville. Quelques bandes de lazzaroni parcourent la ville avec des drapeaux blancs et des madones, aux cris de Vive le Roi.

» Le ministère de Bozelli et Corsiati n'inspire aucune confiance.

» On dit que l'amiral Baudin a demandé une somme de 800,000 fr. pour garantie des pertes éprouvées par les Français.

Nous avons des nouvelles de notre escadre devant Messine du 17.

Le 15, le feu a commencé par la citadelle contre la ville ; ainsi a été rompu l'armistice qui devait durer jusqu'au 22. Aussitôt la ville et les campagnes ont été mises en émoi, on a riposté, et le général Pronio, qui commande la citadelle, voyant qu'il n'y avait aucune apparence de surprendre la ville, a de nouveau, le 16 au soir, cessé toute démonstration.

C'est sans doute le contre-coup des événements de Naples que le général Pronio menageait à Messine.

## Allemagne.

La ville de Mayence est déclarée en état de siège et sous la menace d'un bombardement. Quelques bourgeois de la ville ayant, dans un combat, tué quelques soldats de la garnison prussienne, le gouverneur de la forteresse a demandé le désarmement général de la garde nationale, sous menace du bombardement. Ce désarmement n'a pas eu lieu. Les portes de la ville sont fermées, le pont du Rhin enlevé. Ni le bateau à vapeur ni le chemin de fer ne fonctionnent.

## Hongrie et Bohême.

Une correspondance émanée de bonne source affirme que dans la Hongrie on s'occupe d'une alliance avec la Pologne ; on commencerait par s'allier avec la Galicie.

Des lettres de Pest annoncent que l'insurrection des paysans contre les nobles, insurrection fomentée par l'empereur d'Autriche, ce digne émile du roi de Naples, a éclaté dans plusieurs cercles de la Transylvanie.

Le 31 mai, un parlement slave se réunira à Prague, pour opposer son autorité au parlement de Francfort.

La nouvelle de la fuite de l'empereur est déjà officiellement publiée.

## Faits divers.

Le bruit se répand que les représentants des cours du Nord viennent de protester contre l'ordre du jour motivé sur l'affaire de la Pologne.

— Depuis le 15 mai, le Luxembourg et toutes les rues adjacentes sont véritablement en état de siège ; la rue de Vaugirard est un camp le soir et la nuit, et il ne fait pas bon de s'y aventurer à une heure indue.

— D'après les dernières nouvelles de nos possessions dans les Indes occidentales, on s'attendait, à la Guadeloupe, à une démonstration de la part des esclaves. A la Martinique, les noirs étaient sur le point de se révolter par suite de l'ajournement de leur émancipation après la récolte.

— Le citoyen Walinski, émigré polonais, de retour des prisons de Cologne, où il avait été enfermé comme coupable d'avoir fait partie de la légion polonaise venue de France, s'est vainement présenté à l'Hôtel-de-Ville pour obtenir des secours afin de retourner à Montpellier, qu'il habitait avant la révolution de Février. La garde républicaine de service à l'Hôtel-de-Ville le 24 mai, touché de la position de cet

émigré, a fait en sa faveur une collecte qui lui permet de rejoindre la ville où il a trouvé jusqu'à ce jour des moyens d'existence.

— Nous avions annoncé que les soldats belges qui avaient tué un caporal français du 74<sup>e</sup> de ligne étaient l'objet d'une instruction de la part des magistrats belges.

L'affaire vient d'être appelée à la Cour de Bruges ; le chasseur qui a tué notre compatriote a été acquitté, aux applaudissements d'une foule considérable.

Une lettre particulière nous donne cet avis... Nous n'avons pas à examiner l'arrêt de la magistrature belge, mais pour un fait aussi déplorable les applaudissements de la foule seront qualifiés en France comme ils le méritent.

(Echo du Nord.)

— Certains journaux qui vivent de fausses nouvelles et de dénominations intéressées annonçaient ces jours derniers que le citoyen Louis Blanc avait été arrêté. On comprend quel est le but de ces chroniques. Depuis le 15 mai, le citoyen Louis Blanc paru tous les jours à la chambre, et c'est un scandale que d'entendre crier, dans les rues, l'arrestation de ce représentant. Nous déplorons que certains journalistes fassent un si déplorable usage de la liberté de la presse.

— Les maîtres d'études des lycées de Paris, après s'être constitués en association, viennent de fonder un journal spécial sous ce titre : *l'Éducation républicaine*.

On sait tout de suite la portée d'une pareille publication. Après la question du travail, nous ne connaissons pas de préoccupation plus urgente. Le journal paraît tous les quinze jours, et l'on s'y abonne place du Panthéon, 9, à raison de 6 fr. par an.

## Avis.

Le comité d'agriculture fondé par le citoyen Sobrier, n'a pas été emporté dans la tourmente, nous nous occupons très activement de le reconstituer, et nous espérons que tous les membres voudront encore se réunir à nous pour atteindre le but que nous nous étions proposé.

Tous les renseignements sont reçus aux bureaux du journal. — *Affranchir*.

Pour le comité,

A. PEYRET, secrétaire.

Le club pacifique organisateur des droits de l'homme et du citoyen s'étant imposé la tâche de signaler l'égarement et les abus de l'administration qui nous régit, et de signaler dans un rapport détaillé les changements indispensables à apporter tant sur les hommes que sur les principes, invite les citoyens démocrates qui auraient quelques renseignements à lui communiquer pour l'aider dans son travail, à vouloir bien les faire parvenir, à l'heure de ses séances, qui ont lieu les lundi, mercredi et vendredi, à huit heures du soir, au local de l'école des garçons, rue Sainte-Élisabeth, près le Temple, ou tous les jours chez le citoyen Pélin, boulevard du Temple, 42, de huit heures à midi.

PÉLIN, président.

## Chemin de fer, rive gauche.

Dimanche 28, grande fête à Sèvres, sous les Quinconces, en face de la manufacture nationale de porcelaine, qui sera ouverte au public, de midi à quatre heures. — La station de Bellevue se trouve à cinq minutes de la fête. — Dernier jour des courses à Versailles. — On trouvera des omnibus au débarcadère de la rive gauche.

Les galeries du Musée de Versailles sont ouvertes au public tous les jours à midi, excepté les vendredis et samedis. — Le chemin de fer de la rive gauche conduit seul directement au château. Il a transféré sa station de la *Madeleine* à la rue Duphot, 6 ; ses autres stations sont établies : au Carrousel, hôtel de Nantes ; *Bourse*, rue Feydeau, 5 ; place Saint-Sulpice, 12 ; place du Palais-de-Justice, 1 ; *Porte-Saint-Martin*, rue Saint-Martin, 256.

Pour le comité de rédaction, A. DECOU.

Paris, imprimerie de Cosson, rue du Four-Saint-Germain, 47.